
La Maison du peuple de Saint-Claude

Développement culturel, territoire et patrimoine local au XIXe et XXe siècles

Alain Mélo



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/variations/1432>

DOI : [10.4000/variations.1432](https://doi.org/10.4000/variations.1432)

ISSN : 1968-3960

Éditeur

Les amis de Variations

Référence électronique

Alain Mélo, « La Maison du peuple de Saint-Claude », *Variations* [En ligne], 23 | 2020, mis en ligne le 01 septembre 2020, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/variations/1432> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/variations.1432>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

Les ami•e•s de Variations

La Maison du peuple de Saint-Claude

Développement culturel, territoire et patrimoine local au XIXe et XXe siècles

Alain Mélo

- 1 En février 2016, l'historien Stéphane Gacon, publiait un article dans la revue L'Histoire intitulé « SOS Fraternelle de Saint-Claude » (2016 : 24-25). Il commençait par citer l'incipit de la pétition lancée par les responsables de l'association : « Au moment où l'existence de La fraternelle pourrait à court terme être menacée, la Maison du peuple fermée, le conseil d'administration vient rappeler ce que cet immeuble et ses équipements représentent pour la ville, le pays et la région ». Cette mauvaise passe aurait été provoquée, d'après les administrateurs et la direction, d'une part, par les importants investissements réalisés pour la sauvegarde et le maintien de l'édifice (environ 5000 m2 couverts) ; d'autre part, du fait des réductions régulières des subventions publiques, effectives dès 2007. Le résultat de cette pétition a permis à l'association de collecter suffisamment de dons pour se remettre financièrement, dès l'exercice 2016, mais l'embellie fut de courte durée et les résultats s'affaissaient dès 2017, pour être à nouveau déficitaires à la fin de l'exercice 2018. Le lancement d'une nouvelle pétition était annoncé sur une radio nationale, le 21 novembre 2018, dans le cadre de l'émission de Philippe Bertrand, Carnets de campagne . Le directeur, Christophe Joneau, y définissait alors La fraternelle (et non la Maison du peuple) comme un « centre culturel pluridisciplinaire » ou encore comme « 4000 m2 de propositions culturelles qui rayonnent sur le pays ». Il positionnait ainsi l'action de l'association – et donc « ce que représente l'immeuble » de la Maison du peuple – dans un vaste territoire, bien plus large que la ville et ses banlieues. Philippe Bertrand rebondissait sur cette position pour conclure l'entretien : « une offre culturelle essentielle sur le bassin de Saint-Claude ».

A la fin du XIXe siècle : de nouvelles pratiques culturelles

- 2 L'offre culturelle actuelle de l'association La fraternelle s'inscrit dans une histoire longue qui est celle de la diffusion, puis de la généralisation de certaines pratiques culturelles et de loisir développées dans le courant du XIXe siècle (Corbin, 1995) – et celle aussi de leurs métamorphoses diverses pendant le siècle suivant. Vers 1870, à Saint-Claude, petite ville ancienne au centre d'un vaste espace rural, résidait une élite marchande (les négociants) qui contrôlait la production – l'« Article de Saint-Claude », objets tournés et pipes – d'un nombre important de paysans-artisans répartis dans les montagnes environnantes (Mélo, 2015). Les populations rurales et urbaines haut-jurassiennes, associées par la pratique des chaînes opératoires industrielles, œuvraient dans un monde largement ouvert grâce au commerce des productions. Pour exemple, les pipes se vendaient surtout dans le monde anglo-saxon (Grande-Bretagne, États-Unis, Canada), le monde scandinave et, dans une moindre mesure, dans le monde germanique. La taille du diamant, d'implantation récente à Saint-Claude et dans quelques villages environnants, était au centre, bien sûr, d'un réseau largement mondialisé : extraction en Afrique du Sud, marché londoniens (brut et taillé), centres de taille d'Amsterdam, Anvers et Saint-Claude (Figarol, 2020). Tous les acteurs de cette économie étaient largement alphabétisés. La culture se manifestait à Saint-Claude, à l'aube de la IIIe République, et à l'instar de nombreuses autres villes françaises, dans deux directions principales : la lecture et la musique. Ces deux pratiques culturelles commençaient aussi à se diffuser dans les communes rurales du bassin de Saint-Claude : ici, en habitat groupé, fréquent dans la vallée de la Bienne et le premier plateau, en direction de l'ouest ; là, en un habitat dispersé ancien distribué régulièrement dans chacune des hautes combes et centré autour de rares petits bourgs (Morez, Septmoncel), en direction de l'est.
- 3 Rares avant le Second Empire, quelques bibliothèques avaient été fondées par les élites municipales, ainsi à Saint-Claude en 1844 ; mais elles restaient peu fréquentées. Dès les années 1870, certains Républicains démocrates, très souvent regroupés dans des loges maçonniques, promurent largement la diffusion du livre et de la lecture. En 1873, Victor Poupin avait déjà contribué à la naissance d'environ 70 bibliothèques populaires dans le département du Jura, dont une vingtaine dans l'arrondissement de Saint-Claude, sur le modèle de la célèbre Bibliothèque des Amis de l'Instruction du IIIe arrondissement de Paris (Marie, 1984). Dans les montagnes, ces petites entités dévolues à la promotion du livre et de la lecture durent aussi leur naissance à une élite philanthrope. À Lajoux, par exemple, un neveu du fondateur de l'usine de taille de pierres fines (« la Grande Fabrique »), Eugène David-Missilier, stimula la création de la « bibliothèque populaire » du village en 1881 – bibliothèque toujours en fonction. Les cercles, cafés privés – une pratique associative locale très active – possédaient depuis longtemps leurs propres bibliothèques, constituées généralement de petits fonds, quelques livres d'études, encyclopédies, géographies, etc. ; et les entreprises ou les sociétés philanthropiques également. En 1879, par exemple, la bibliothèque de la société de secours mutuels La San-claudienne de Bon Secours proposait aux sociétaires mutualistes plus de 1 100 titres, dont des ouvrages littéraires (romans, poésie, théâtre – environ 60 %), de nombreux livres d'étude (sciences morales et politiques, sciences, industrie, agriculture, commerce, histoire, géographie – environ 35 %) et, déjà, une

première section « enfantine » (5 %) . La répartition entre les types d'ouvrages était sensiblement la même dans les bibliothèques des villages.

- 4 La pratique musicale « orphéonique » remonte, à Saint-Claude, ici comme ailleurs en France (Gumplowicz, 2001), au moins aux années 1830 . Il semble qu'un orchestre philharmonique ait été fondé ou refondé à Saint-Claude en 1844, fortement soutenu, d'une part, par le pouvoir municipal pour son équipement et son logement et, d'autre part, par des mécènes locaux (prêt d'instruments, dons de partitions, dons d'argent) . Sa tâche était d'animer les soirées hivernales par un programme de concerts . L'orchestre et son chef portaient dans les concours régionaux les couleurs de la ville . À la fin du XIXe siècle, les groupes musicaux foisonnaient dans la ville. Un « orchestre à cordes » côtoyait une harmonie municipale (l'Union san-claudienne), une fanfare de quartier (les Enfants du Faubourg), une fanfare scolaire et un ensemble de trompes de chasse (l'Écho des Monts Jura) . Tous ces ensembles musicaux étaient certes nés de la volonté d'hommes, de musiciens amateurs, mais existaient aussi grâce à la volonté politique d'une élite municipale, désireuse de promouvoir une culture musicale auprès de ses administrés, comme aussi des familles de négociants philanthropes. Ceci était patent dans la montagne, à Septmoncel où, dès 1884, la fanfare était très clairement une émanation des marchands lapidaires qui tenaient comptoir à Paris . Ainsi, Célestin David, « rentier à Paris », payait sa quote-part, avec certains collègues lapidaires installés au pays, à la construction de la salle de musique du village, achevée en 1894. Les marchands et patrons lapidaires permettaient ainsi la pratique musicale à des ouvriers des ateliers locaux (une trentaine au début) en payant les instruments et un chef chargé de la direction et de la formation musicale. La fanfare apparaît nettement comme un moyen de représentation des « absents » dont la présence était, ainsi, comme sédimentée localement grâce à la pratique culturelle hebdomadaire des subordonnés. C'était à l'évidence la fonction du bâtiment « de la musique » à l'entrée du village, ou encore celle des sorties régulières avec exhibition de la bannière richement décorée de pierres fausses ; ces circulations esquissaient l'emprise territoriale du groupe social dominant.
- 5 Le développement de ces nouvelles pratiques culturelles dans les centres urbains puis leur diffusion dans les campagnes environnantes dans le courant du XIXe siècle apparaît largement investi par le politique. Cette nouvelle offre culturelle était l'œuvre des élites philanthropes seules capables de financer une bibliothèque ou un orchestre et leurs fonctionnements (locaux, livres, bibliothécaire ; instruments, partitions, chef de musique). La culture était ainsi destinée à rendre manifeste une idéologie ; comme à s'associer par un processus d'acculturation la population urbaine, puis la population rurale, les dépendants en quelque sorte de cette élite essentiellement citadine, les ouvriers des petits ateliers urbains, ou les producteurs ruraux. Et comme dans tous procès d'acculturation, la réception joua un rôle important (Wachtel, 1974). La proposition culturelle a trouvé un écho au sein des populations cibles, qui étaient avides de modernité et rejetaient les pratiques culturelles antérieures, de plus en plus jugées comme archaïques (Weber, 1983 : 611 et suiv/623 et suiv. ; Farcy, 1995 : 246 et suiv. ; Gumplowicz, 2001). En acceptant ce tournant de la modernité (Charle, 2011), elles intégraient la vision politique et sociale des élites, colportée par la proposition culturelle – entre autres véhicules.
- 6 L'intégration de l'offre fut telle qu'elle devint rapidement un enjeu au sein même des populations acculturées. L'harmonie fondée à Longchaumois en 1855 se scindait, en

1881, en deux entités distinctes, opposées, voire concurrentes, sous l'effet de la « politisation » de la société villageoise : celle des catholiques, les Blancs (la Lyre chaumerande) et celles des républicains, les Rouges (La Société philharmonique). L'une accompagnait la messe, l'autre les cérémonies laïques. L'histoire de l'harmonie de Longchaumois propose un récit classique de l'historiographie de ces sociétés musicales rurales (Petit, 1997). L'investissement politique par les musiciens de leur pratique culturelle confirme, s'il en était besoin, le mode d'insertion sociale de la culture révélé par les expériences antérieures. À un moment de l'histoire, les acteurs s'emparent eux-mêmes de leur développement culturel, via le politique.

La Maison du peuple de Saint-Claude

- 7 Les fondateurs de la Maison du peuple de Saint-Claude avaient intégré le rôle essentiel de la culture dans leur formation politique. Ils usèrent de la proposition culturelle comme d'une arme politique et s'emparèrent de leurs loisirs comme ils s'étaient saisis de leur consommation alimentaire et de leur protection sociale. Effectivement, la prise de pouvoir des socialistes au sein de la société d'alimentation La Fraternelle en novembre 1896 avait eu pour issue la transformation radicale de l'entreprise en « coopérative totale », par le moyen d'une révision des statuts et, plus particulièrement, par la rédaction d'articles réputés irrévocables : dévolution de tous les bénéfices aux « caisses philanthropiques » (œuvres sociales diverses) ; réserves absolument impartageables ; en cas d'arrêt de l'activité, attribution de l'actif à une entreprise identique ou à la commune du siège, charge à ses responsables de le transformer en œuvres sociales ; la minorité garante contre la majorité, si nécessaire (Mélo 1995 ; 2005). La pratique culturelle étant perçue par les acteurs de cette refondation radicale comme une action politique, ils souhaitèrent investir aussi ces pratiques sociales et décidèrent qu'une partie des bonis gagnés sur leur propre consommation permettrait également de mettre loisir et culture à leur disposition. L'idée de construire une maison du peuple à Saint-Claude, inspirée certes par le modèle belge du Vooruit de Gand, fut imaginée dans cette totalité sociale : investir l'économique, le culturel, le social (au sens de la « protection sociale ») et le politique. Le modèle de la maison du peuple qui se diffusa plus ou moins rapidement depuis la Belgique vers certains groupes socialistes d'autres nations européennes (Scascighini, 1991), était pensé aussi comme lieu de politisation des usagers (Cossart, Talpin, 2012). Le rassemblement sous un même toit – sinon derrière un même concept (Brauman, Buysens, 1984 : 36-39) matérialisé en édifices séparés – des fonctions sociétales aussi diverses que la production (ateliers divers), la consommation (épiceries, entrepôts, laboratoire alimentaires, etc.), le social (bureaux des syndicats, Bourse du Travail, siège de la société mutuelle, etc.), l'offre culturelle (bibliothèque, musique, théâtre, bientôt cinéma) et sportive (gymnase, associations, etc.) participait puissamment de la politisation des sociétaires. Par la sociabilité foisonnante qu'abritait la Maison du peuple, le socialisme actif offrait aussi la culture à ses adhérents.
- 8 On l'a déjà vu, dans la montagne jurassienne, le café, notamment les « cafés exclusifs » ou « réservés » qu'étaient les cercles urbains ou villageois, dessinaient des espaces de sociabilités extrêmement pratiqués, lieux dans lesquels des « égaux » échangeaient sur leurs prérogatives tout en pratiquant diverses activités ludiques (jeux de cartes, billards) ou culturelles (bibliothèque, conférences, soirée, bals, etc.). Le Cercle ouvrier

de Saint-Claude, fondé en 1877 et à l'origine du mouvement coopératif et associatif haut-jurassien, à l'instar des autres cercles urbains plus anciens, avait également sa propre bibliothèque ; différents titres de presse étaient aussi à disposition des membres de ces cafés exclusifs (Mélo, 2002) . Une chorale d'hommes fut fondée en son sein en 1879 ; puis, vu son succès, elle s'émancipait l'année suivante en fondant sa propre association indépendante, les Amis réunis (Mélo, 2002 : 15). Le développement du socialisme et les frottements politiques qu'il entraîna avec les républicains radicaux imposa dès 1893 la création d'un cercle indépendant, le Cercle du Travail, qui reprenait certes les mêmes prérogatives – lecture, jeux de sociétés, repas, discussions – mais plus nettement teintées des idéaux socialistes de l'époque (Mélo, 2002) . En 1902, alors que le premier projet de Maison du peuple était officiellement lancé, la société d'alimentation La Fraternelle ouvrait son propre café comme première matérialisation de cette future Maison du peuple, confirmant l'importance des pratiques de sociabilité – et culturelles associées – dans l'expression politique (Mélo, 1995 : 42). De suite, une bibliothèque lui fut associée, comme le constatait Albert Thomas en 1905, dans le compte-rendu d'une visite à Saint-Claude qu'il publiait dans L'Humanité de Jaurès (Mélo, 2002 : 19-20) .

- 9 La Maison du peuple de Saint-Claude fut inaugurée en septembre 1910. Elle constituait l'aboutissement espéré d'une génération de militants coopérateurs, inventeurs et promoteurs de cette forme spécifique de coopération totale dite « socialiste » ou « communiste » . Outre les locaux nécessaires à l'activité économique et syndicale et à l'instar de son modèle, elle comprenait plusieurs espaces dévolus à la « culture », à la « promotion socio-éducative de l'individu » , ou au sport : théâtre-salle des fêtes, salles de répétition pour la chorale, pour l'harmonie, pour la troupe de théâtre amateur, pour le patronage laïc (les « Enfants du peuple »), une bibliothèque, bientôt (en 1913) un gymnase équipé, etc. L'idéal socialiste s'insinuait dans la quotidien de tout un chacun ; comme ce cocher qui chantait l'Internationale en livrant les produits dans les succursales rurales de La Fraternelle ou en collectant les œufs dans les fermes sur le chemin du retour . La « contamination réciproque » entre expression politique et « folklore » (Agulhon, 1970 : 265-266) se manifestait à Saint-Claude jusque dans l'architecture de la Maison du peuple de Saint-Claude qui, alors qu'édifice « socialiste » urbain reproduisait les volumes et les formes de la maison rurale traditionnelle (Mélo 2006b). Ce phénomène d'acculturation par la pratique culturelle appartient aux fondements mêmes des Maisons du peuple (Scascighini, 1991 : 7-28 ; Cossart, Talpin, 2012 ; Lussien-Maisonnette, 1984).
- 10 À Saint-Claude, il était impossible d'entrer dans la grande salle de théâtre en ignorant le tympan peint par un ouvrier pipier : une Marianne rouge, coiffée d'un bonnet phrygien, montre à un jeune ouvrier la Maison du peuple derrière laquelle se lève le soleil dont les rayons forment le mot « socialisme », et lui dit (dans un phylactère) : « Les travailleurs s'émancipent eux-mêmes ». Symboles et couleurs magnifiaient l'idée socialiste qui s'imposait comme un arc triomphal sous lequel transitaient nécessairement les spectateurs des pièces de théâtre, des concerts comme les auditeurs des meetings. L'impact de la Maison du peuple sur la diffusion de la culture populaire ne cessa de s'amplifier jusque dans les années 1930. Le théâtre proposait rapidement une programmation variée mais il devint surtout bientôt le premier cinéma fixe de Saint-Claude avec ses samedis soirs récréatifs organisés régulièrement dès 1915. En 1939, sa façade recevait une nouvelle cabine de projection construite en saillie et soutenue par des consoles en fer forgées décorées de portées musicales reproduisant les premières mesures de quatre morceaux emblématiques de la culture populaire, une

sorte de condensé de cette culture : le Temps des cerises, le Beau Danube bleu, l'Internationale et un thème de Georges Bizet : la musique classique « populaire » chantée, la musique militante et la référence à l'histoire ouvrière. On retrouve ici l'importance de la musique dans la culture du territoire. Du reste, le journal socialiste local publia, dès l'extrême fin du XIXe siècle, non seulement le résultat des quêtes effectuées dans les cafés à l'occasion de chansons poussées par une voix ouvrière admirée, mais aussi le texte des chansons militantes comme Jean Misère (Jura socialiste, 16 décembre 1896) ou Ouvrier prends la machine (Jura socialiste, 21 novembre 1903) . Pour insister sur cette volonté du politique de s'emparer et de contrôler l'offre culturelle, signalons que la Société Immobilière Economique, entreprise fondée par les « Blancs » en 1921, ouvrait en 1924 une seconde salle de cinéma. En effet, une partie de la population ne bénéficiait que des séances de cinéma occasionnelles organisées notamment par le Sacré Cœur, car elle se refusait à pénétrer dans la cour de la Maison du peuple – ce que certains refusaient toujours dans les années 1990. Cette salle, dite des Variétés, finit toutefois dans le giron de La Fraternelle qui racheta finalement, dans les années 1950, ce cinéma éternellement déficitaire et l'immeuble qui l'abritait .

- 11 Phénomène intéressant, l'inauguration de la Maison du peuple en septembre 1910 fut l'occasion de profiter d'un spectacle théâtral dont le texte avait écrit sur commande par un chantre de la culture populaire de l'époque, Maurice Bouchor (1855-1929 – Bouchor, 1910). La pièce fut jouée par les Enfants du Peuple, garçons et filles, animés par une militante bénévole, Alice Menant, qui remplissait de multiples fonctions au sein de la Maison du peuple : syndicaliste adjointe, chargée de la bibliothèque, organisatrice de conférences, etc. Dans La Maison du Peuple, les enfants (garçons et filles) et l'animatrice jouent leurs propres rôles, acteurs et actrices d'une scène dramatique dont la répétition est interrompue par la négligence des deux techniciens qui, en se disputant sur la valeur des syndicats français par rapport aux syndicats des pays d'Europe du Nord, oublient les « pupilles » et leur « éducatrice », et les enferment dans le théâtre. Installés tant bien que mal sur le plateau, ils s'endorment et, en rêve, rencontrent et écoutent quatre Apparitions : l'esclave antique, le serf médiéval, l'artisan sans-culotte, l'apprenti faubourien. Le scénario et le jeu théâtral élaboraient sur la scène du théâtre de la Maison du peuple le soir de son inauguration, devant une salle comble (environ 1200 places), un discours historique téléologique qui se voulait leçon chargée d'émotion et d'une mystique de l'engagement. Il souhaitait inscrire les jeunes gens – et le public – dans une histoire politique en résumant les luttes sociales qui, grâce aux héros « martyrs » (les Apparitions), avaient peu à peu induit une amélioration des conditions des plus démunis : une histoire populaire constitutive d'un capital culturel exprimée à travers un médium culturel, le théâtre. La conclusion chantée en forme d'hymne renvoyait également aux pratiques culturelles liées à la sociabilité populaire où tout finit en chanson.
- 12 L'appropriation et l'adaptation d'une culture « cultivée » soutenait la culture « au sens anthropologique » (Mariat, Olivera, 2010) du groupe de femmes et d'hommes qui s'associaient à travers La Fraternelle. Les pratiques culturelles suscitaient les contacts et les échanges nécessaires à la formation d'un groupe cohérent porteur d'une culture. L'appropriation de cette culture « cultivée » était un geste éminemment politique : il créait « un espace de surgissement de l'action et de la parole » (Arendt, 2014 : 189).

Perpétuer la dynamique d'éducation populaire

- 13 À partir des années 1970, les locaux de l'entreprise, bureaux, entrepôts et caves de gros, désuets, avaient été transférés à la périphérie de la ville, transformant la Maison du peuple en friche industrielle. Sauf la grande salle de théâtre, désormais utilisée pour les rares fêtes, pour une programmation théâtrale ou cinématographique réduite, ou, désormais bien plus rarement encore, pour quelques meetings politiques. La fusion avec les Coopérateurs de Saint-Étienne en 1984, puis leur absorption annoncée pour 1985 avec les Coopérateurs de Champagne entraîna une réaction immédiate des administrateurs des Coopérateurs du Jura. En 1984, ils créaient une association à but non lucratif, qu'ils dénommaient « La fraternelle » en souvenir de la coopérative fondatrice, et lui transféraient la propriété de la Maison du peuple, de manière à extraire le bâtiment du patrimoine immobilier inévitablement dévolu aux coopérateurs champenois : « On ne pouvait pas voir partir le bâtiment ». L'association fondée par les coopérateurs se donnait alors deux buts clairement exprimés dans les statuts. Le premier souhaitait « perpétuer le souvenir de l'action » et le second « assurer la pérennité et la continuation » de cette action dans le domaine de l'éducation populaire. À cette date, seul le cinéma continuait à fonctionner, mais seulement le samedi. Ce premier geste des fondateurs visait à maintenir les projections cinématographiques, c'est-à-dire à occuper le bâtiment en déshérence, pour prouver que le courant socialiste local perpétuait sa présence sur le territoire urbain, alors que la droite avait remporté les élections en 1953. Le cinéma constitua ainsi une sorte de fil continu depuis 1910 jusqu'à nos jours, un fil « culturel ».
- 14 Projet statutaire et action culturelle exprimaient en fait le désir qu'on n'oublie pas. La Maison représentait le passé ouvrier et socialiste de la ville. Au moment d'abandonner à d'autres la gestion du capital des Coopérateurs du Jura, il ne pouvait être question de lâcher l'édifice, trop symbolique, qui contenait en lui toute la mémoire ouvrière, celle des luttes, des avancées sociales exemplaires, des réussites. La sauvegarde de cet édifice emblématique et l'action qu'on y mènerait désormais – quelle que soit la forme qu'elle pouvait y prendre – était essentiellement destinée à sauver la mémoire du lieu et de ce qu'il fut. Mais le bâtiment, pratiquement abandonné du public, abritait surtout la mémoire d'un groupe, des héritiers de la grande famille fraternelle. Car cette histoire est aussi celle d'une « tribu », et le rôle des ancêtres – fondateurs ou simples acteurs – est sans cesse répété. Parents et grands parents sont toujours cités dans les entretiens, leurs numéros d'ordre d'entrée à la coopérative, leur rôle, la qualité de leur implication, etc. La Maison conserve ainsi la mémoire individuelle de plusieurs générations d'acteurs : « j'y passais mes journées, enfant » ; « j'y travaillais, adolescent » ; « j'y militais, adulte » ; le cinéma, les loisirs, les fêtes, la musique, le gymnase et le sport... Les plus âgés rappellent toujours leur parcours individuel. « C'était chez nous, c'était notre maison ! » s'exclament encore bon nombre d'Anciens. Pour les fondateurs, il s'agissait donc avant tout de préserver ce capital-mémoire, sans trop en imaginer l'usage ou la destination future.
- 15 Aussi, lorsqu'une poignée de jeunes gens s'intéressa au bâtiment pour y agir, les fondateurs laissèrent-ils remettre en fonction, avec beaucoup de liberté, les espaces abandonnés. Car c'était d'abord de locaux qu'avait besoin cette jeunesse, pour exercer diverses activités, locaux que la municipalité n'était pas en mesure de fournir, ni matériellement ni idéologiquement. La Maison apparaissait en effet comme un symbole

évident des valeurs que ces nouveaux venus souhaitaient justement défendre : l'accès à la culture pour tous, une œuvre éducative « populaire ». La Maison représentait aussi un passé de luttes, la mémoire d'une « révolution » réussie. Mémoire que certains adhérents de cette nouvelle génération portaient en eux, soit dans leur mémoire propre (ancêtres coopérateurs), soit dans leur chair (1979, grèves de la faim des insoumis au service militaire, alors accueillis par la direction des Coopérateurs du Jura), militants socialistes convaincus, voire élus sur une liste municipale d'opposition. Ce fut alors la découverte d'un lieu chargé de traces, d'un château hanté par une histoire tout à coup exemplaire pour cette génération grandie dans les idéaux de 1968, dont plusieurs enseignants. Donc, rapidement, la nouvelle génération partagea les valeurs portées par les anciens coopérateurs et épousa l'identité sociale représentée par le bâtiment, et les défendit. Dès 1986, donc, de nouveaux adhérents, acteurs culturels volontaires, véritables « pionniers » du renouveau culturel de la Maison du peuple, intégraient peu à peu l'association, avec l'assentiment des fondateurs pour mettre en pratique leurs projets : programmation de concerts de jazz, fondation d'une compagnie de théâtre amateur, etc. L'existence, dans les murs, d'un atelier typographique dont l'activité, suite au décès du dernier prote, venait de cesser – une « belle au bois dormant » – induisit la première expérience de « patrimonialisation » : la création de l'Atelier patrimoine (sic) par un groupe d'enseignants du collège désireux de travailler avec leurs élèves sur les presses dans un but de valorisation de l'écrit et de l'image à travers des projets d'affiches ou de livres.

- 16 Dès lors, la Maison du peuple fut uniquement dévolue à la « culture ». Pourtant, les acteurs de ce renouveau culturel ne s'inscrivaient pas dans les politiques culturelles des mouvements populaires nés dans les années 1930 (CEMÉA, par exemple) ou 1960 (mouvement des Maison des jeunes et de la culture, par exemple). Ils revendiquaient un développement culturel original, fondé sur le patrimoine existant, tant immobilier (exploitation des vastes locaux en friche) qu'historique (imprimerie, salle de théâtre, cinéma, etc.) avec la franche volonté d'inscrire la proposition culturelle dans l'histoire du lieu – un peu dans la lignée du recyclage des friches industrielles qui se mit en place dans ces mêmes années 1980 un peu partout en Europe . Sauf qu'ici, le patrimoine, l'histoire du lieu jouèrent un rôle essentiel dans le développement culturel.
- 17 Dès 1991-1992, le patrimoine historique et les valeurs autrefois défendues par les derniers acteurs de la coopération resurgissaient, au-delà de la sauvegarde mémorielle souhaitée par ces anciens coopérateurs. L'omniprésence des traces dans le bâtiment, le discours prégnant des Anciens et la mémoire familiale de certains jeunes membres d'origine locale fit réapparaître l'histoire du site, concrétisée par l'exposition « patrimoine » installée dans la salle du café en 1992. Elle mettait en valeur des archives ou des objets récoltés dans l'édifice, et des documents fournis par les Anciens, qui furent ainsi largement mis à contribution. Un premier travail d'organisation des archives était alors entrepris par les bénévoles, avec l'aide d'un objecteur de conscience. À la lecture de cette importante documentation rassemblée, les nouveaux membres identifièrent une amitié jadis très forte entre les coopérateurs de Saint-Claude et ceux de Gand ; ils organisèrent, cette même année, un premier voyage vers la Belgique et découvrirent l'histoire du mouvement « Vooruit » et purent observer les modalités actuelles de valorisation de cette histoire : rénovation progressive du Feestlokaal – café, salle de spectacle, salles de répétition etc. – et programmation de culture contemporaine (musique, danse, arts plastiques...), création du centre d'archives AMSAB . Le site modèle de jadis, transformé, redevenait le modèle

d'aujourd'hui. En 1993, la visite de l'équipe de l'Inventaire, dans le cadre des recherches sur le patrimoine industriel franc-comtois, aboutissait à l'inscription de la Maison du peuple à l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques. La même année, une expérience fondatrice des pratiques de l'association soulignait, en quelque sorte, la compatibilité entre art contemporain et patrimoine : une équipe d'artistes investissait les lieux et inventait un parcours d'installations « pipières » dans l'ensemble du bâtiment – alors que l'industrie pipière était déjà plus que moribonde. Cette opération fut saluée par Abraham Bengio, alors directeur régional des affaires culturelles de Franche-Comté, comme « l'exemple même de lieux de mémoire revisités par des artistes d'aujourd'hui : l'alliance du patrimoine et de la création contemporaine au service du développement local et de la lutte pour l'égalité d'accès à la culture ». Les deux buts de l'association étaient remplis, mémoire et éducation populaire.

- 18 Mais il ne s'agissait pas de faire de la Maison du peuple un monument de gloire. Les nouveaux acteurs de l'association se proposaient de remâcher l'histoire, de jouer avec cette mémoire pour inventer une culture contemporaine, au travers de laquelle les valeurs pouvaient être perceptibles : un espace de mémoire à rêver. Dans cette optique, l'exposition *Mixing* est exemplaire : c'est l'espace qui est magique, les traces qu'il porte, compréhensibles ou non ; c'est l'intervention des artistes, des bénévoles de l'association, des élèves acteurs des créations, et du public, qui provoque une nouvelle visibilité de la mémoire du lieu, une mémoire qui tend à s'élargir au-delà du cercle de la famille initiale.

De la patrimonialisation de la Maison du peuple

- 19 Fort de ces expériences, les administrateurs de l'association, jeunes et anciens, décidaient de « professionnaliser » le patrimoine, en embauchant un archiviste grâce à des fonds européens, second poste de travail créé par la structure – le premier ayant été le poste de secrétaire. Dès juin 1994, une « commission patrimoine » était mise en place pour organiser et suivre le travail du nouvel employé. Le cahier des charges prévoyait autant le classement et l'inventaire des collections, que leur valorisation : mise à disposition du public, montage d'expositions, organisation de conférences, etc., tout en travaillant de concert avec les bénévoles de l'association. Suite aux travaux de rénovation d'une partie des bâtiments, l'étage des archives était inauguré en octobre 2003 : une soute pour stocker quelques 250 mètres linéaires de documentation, une salle de travail, trois salles réservées pour une exposition permanente à venir et la bibliothèque, conservée dans ses murs, avec ses 3 500 volumes environ (Mélo, 2006a). Après un rythme soutenu d'expositions temporaires – *Une maison pour le peuple à Saint-Claude* (1995) ; *Les cafés de l'ouvrier* (1996) ; *Imprimeries à Saint-Claude et dans la région XIXe-XXe siècles* (1997) ; *La presse à Saint-Claude et dans sa région. XIXe-XXe siècles* (1999) ; *Portraits & Voix. Archives de la Maison du Peuple* (2000) ; *L'usine abandonnée* (2002) ; *Papiers à musiques* (2004) – l'association inaugurait, en juin 2006, son exposition permanente *Archéologie d'un rêve*, déployée sur environ 250 m², soit six salles présentant l'aventure originale ouvrière coopérative, syndicaliste, socialiste et mutualiste jurassienne.
- 20 Le travail des bénévoles ne laissait pas indifférents les partenaires publics locaux ou régionaux. D'abord l'intérêt se porta sur la reconnaissance de la qualité de l'offre culturelle proposée au public : cinéma (plus de 70 000 entrées annuelles à la charnière

des siècles) ; théâtre (programmation annuelle en liaison avec la FOL Jura ; résidence d'écrivains de théâtre ou non) ; musique (une quinzaine de concerts de jazz favorisant surtout les jeunes artistes ; résidences de musiciens) ; arts plastiques (résidences de plasticiens et production d'une conséquente collection d'estampes originales ; réalisation de livres d'artistes avec les élèves des classes primaires et secondaires ; stages d'étudiants des Beaux-Arts...). Très tôt, dès 1992, les partenaires publics reconnaissent le travail effectué sur l'histoire, la mémoire, le patrimoine. L'exposition de 1992 avait souligné l'importance de l'impact coopératif sur le territoire, dès la fin du XIXe siècle, notamment les relations intenses entre les terroirs de Saint-Claude, Morez et Oyonnax (l'axe industriel de la vallée de la Bienne) : réseau de coopératives de consommation, de succursales des Coopérateurs du Jura, liens politiques et syndicaux, partages culturels. Ces réseaux denses justifient l'intégration, en 1998, de ce « savoir-faire social » dans les projets soutenus par le Parc Naturel Régional. La valorisation de cette mémoire ouvrière et des valeurs humanistes qu'elle défendait, devenait une spécificité même du territoire, une image de cet espace montagnard, au même titre que les savoir-faire techniques.

- 21 En 1995, le Conseil d'administration recevait la visite, pour une journée de rencontre, des coopérateurs de production, entre autres le permanent de l'Union Régionale des SCOP Bourgogne-Franche-Comté et François Espagne, représentant la Confédération nationale. Outre le retour mémoriel – la coopérative La Fraternelle incarnait cette forme tant adulée de coopération ouvrière – il fut question de rénover la force symbolique de la Maison du Peuple de Saint-Claude par la création d'un mur peint relatant l'histoire des coopératives. En 2000, lors de la présentation du film *La Frat'* ou Cent ans de solidarité dans le Haut-Jura aux rencontres de l'économie sociale de Lyon, les coopérateurs présents soulignèrent la force mémorielle et symbolique du lieu, au-delà de l'histoire ouvrière locale. Le mouvement coopératif conservait une mémoire vague de cette expérience san-claudiennne, érigée en modèle depuis le début du XXe siècle, sans en connaître pour autant l'histoire. En 2006, plusieurs entreprises de la « nouvelle économie sociale » reconnaissent la valeur mémorielle du lieu et le travail des acteurs de l'association en soutenant financièrement le projet d'exposition permanente *Archéologie d'un rêve*. De 1984 à 2006, le développement culturel de la Maison du peuple de Saint-Claude s'est trouvé ainsi progressivement au centre d'un dispositif mémoriel organisé en cercles concentriques : de l'inscription architecturale d'une mémoire « intime » inaugurée par les fondateurs en 1984, le bâtiment et les actions qu'il abritait incarnaient peu à peu les valeurs symboliques d'un « tiers secteur » en phase de construction de son identité .
- 22 À chaque étape du processus de ce développement culturel largement inspiré du patrimoine, réception et pratique des membres de l'association varièrent en fonction des individus, avec cependant un partage réel des valeurs mémorielles. En effet, l'ensemble des bénévoles et membres partageait les valeurs et la mémoire symbolisée par la Maison du peuple de Saint-Claude. Tous appréciaient l'œuvre des anciens coopérateurs et s'y reconnaissaient peu ou prou, et ils admiraient particulièrement l'extraordinaire travail de diffusion culturelle (éducation populaire), mais aussi les méthodes de gestion pratiquées autrefois : une direction bénévole et collective de quarante ans pour une entreprise commerciale en pleine expansion, une équipe de direction capable d'acheter un tènement immobilier en plein cœur de la ville (1894), de concevoir et de gérer la construction de la Maison du Peuple (1910). Au moment de la création de l'association culturelle, en 1984, les coopérateurs étaient eux-mêmes

partagés, alors que tous, simples sociétaires consommateurs, employés, administrateurs, responsables des sociétés culturelles reconnaissaient l'importance du geste de sauvegarde du bâtiment. Il s'agissait là d'un rapport individuel à la mémoire collective : certains préférèrent se retirer et « passer à autre chose », tout en conservant à part soi le souvenir de cette épopée.

- 23 Les Journées du Patrimoine constituèrent, dès 1995, un moment fort de la participation des membres actuels de l'association, qui prirent largement en charge les animations et les tâches indispensables pour recevoir le public. Ces journées constituèrent également un bon révélateur des pratiques courantes de consommation culturelle. Les visites du bâtiment, avec récit de ce qui fut, étaient très suivies et fréquentées par des cercles très variés : anciens coopérateurs, anciens san-claudiens en villégiature sur la terre des ancêtres, habitants de la ville et de sa région, et, de plus en plus, visiteurs de contrées plus lointaines, nord de la Franche-Comté, Bugey, Suisse romande. Cette ouverture au passé de la Maison permit également aux usagers du cinéma, du café, des concerts de jazz, d'accéder à cette mémoire et à l'empilement des traces subsistantes dans les différents niveaux. Elle suscitait très souvent étonnement et intérêt. Les visites estivales intéressaient aussi les jurassiens expatriés revenus pour leurs congés dans la maison familiale, mais aussi des touristes un peu particuliers, impliqués par exemple, en d'autres lieux dans le mutualisme, le syndicalisme, les coopératives, ou encore les personnes sensibles à cette histoire ouvrière, aux valeurs qu'elle incarne. L'intégration de l'association dans des réseaux internationaux ouvrit ses portes aux délégations étrangères, comme par exemple le groupe de coopérateurs industriels ou sociaux émiliens (Italie) reçu en 2005 ; ou le projet bâti par le Collège du Travail de Genève, d'inviter différents partenaires sociaux (coopérateurs, acteurs sociaux, syndicalistes, ethnologues, espérantistes, etc.) de Suisse romande pour une journée d'étude sur le site de Saint-Claude. Sans omettre les relations qui se densifièrent avec les syndicats diamantaires belges (Anvers), ouvriers et patronaux, dès 2007, autour du projet de valorisation des fonds d'archives de l'ancien syndicat international imaginé entre autres à Saint-Claude dès 1890.
- 24 N'oublions pas de mentionner l'énorme public scolaire, qui constitue la masse la plus importante des usagers de la Maison. Les possibilités offertes par le service éducatif de l'association conduisirent à des pratiques variées, allant du visionnement d'un film, à la participation à l'atelier théâtre, conçu comme une école du spectateur, ou à la fabrication d'une affiche ou d'un livre, en passant par les ateliers d'histoire. Ainsi, c'est une relation temporellement variable au passé qui fonde en grande partie la valeur culturelle de ce lieu, jusque dans la première décennie du XXI^e siècle, du moins : une mémoire de soi d'abord, puis la mémoire des luttes ouvrières comme support à la construction d'un idéal d'aujourd'hui, enfin une mémoire sublimée en valeurs dites universelles. Le processus de patrimonialisation de la Maison du peuple de Saint-Claude apparaît bien comme un projet, collectif et politique, qui signe un rapport particulier au passé et qui construit sa propre histoire. Acteurs bénévoles ou salariés contemporains, visiteurs, partenaires s'identifient peu ou prou à cette mémoire et façonnent la valeur culturelle inhérente au lieu, revendiquent cette valeur et la diffusent : renommée de l'offre culturelle, du travail artistique, force grandissante de l'image symbolique. Cette réalisation ne fut possible que par la transmission effectuée par les anciens coopérateurs et acceptée par les nouveaux membres actifs. Un vrai « patrimoine », donc, au sens premier. Qui plus est politique. D'une part, dans le sens que ce patrimoine se posait en « lieu de la mémoire ouvrière socialiste » du territoire ;

d'autre part, dans le sens de la revendication d'une offre culturelle de grande qualité pour tous et par tous.

Difficultés

- 25 Pendant environ une décennie (1995-2005), le passé de la maison avait globalement nourri « transversalement » la programmation proposée par l'association dans les locaux de la Maison du peuple. Et avait ainsi tissé des liens forts avec l'expérience passée. Mais les valeurs mémorielles partagées l'étaient à des degrés divers : le patrimoine, le passé ne devaient pas troubler l'exercice contemporain. Le problème soulevé par la rénovation de la grande salle de théâtre entre 1998 et 2001 a souligné les dissensions idéelles du groupe des bénévoles chargés de la gestion du chantier, dissensions accentuées par la relation difficile avec les autorités publiques gestionnaires du patrimoine inscrit. Si tout le monde était d'accord sur l'importance du patrimoine dans le fonctionnement de l'association, au-delà des querelles d'ambition, de personnes, de la difficulté à vivre au quotidien dans un groupe, les valeurs que représentaient le bâtiment étaient confinées bien souvent dans le cadre strict du récit du passé ; mais pas systématiquement – peu s'en faut – dans les pratiques. Le patrimoine cessa progressivement, vers la fin de la première décennie du XXI^e siècle, de fédérer peu ou prou l'ensemble des actions culturelles, pour devenir une des offres de l'association. Malgré les propositions pour dynamiser ce patrimoine économiquement en impliquant activement et financièrement au développement de l'association ceux qui en revendiquent les valeurs : les acteurs contemporains de l'économie sociale, récemment légalement redéfinie , coopératives de production, mutuelles, banques, fondations. Un projet de transformation de l'association en société coopérative d'intérêt collectif ne fut qu'à peine écouté, encore moins étudié, pourtant suite à une journée de présentation in situ de ce nouveau statut qui avait l'intérêt, entre autres, d'associer plus étroitement les employés – dont le rôle était devenu essentiel pour la bonne marche des actions. Cette impossibilité d'accueillir ces propositions marque-t-elle une dépolitisation du projet culturel de La fraternelle ?
- 26 En 1948 déjà, les coopérateurs avaient exhumé la mémoire d'Henri Ponard, certes pour commémorer le vingtième anniversaire de la mort, mais aussi et surtout pour signifier le renouveau du socialisme san-claudien après la fracture de la guerre. En 1950, lors d'une assemblée générale des SCOP, le délégué régional, René Dalloz rappelait quelle avait été l'histoire fabuleuse des coopératives de l'École de Saint-Claude. Mais dans ces deux cas, chronologiquement bien proche, les discours étaient tellement convenus qu'ils ne portaient plus rien, sinon une mémoire stéréotypée, vidée de sens politique. En 1966, lorsque le premier étudiant en histoire vint étudier ce mouvement, il perçut un groupe essoufflé, « vieux », « poussiéreux » . Partout en France, les coopératives perdaient alors leur position de leader de la distribution ; certaines fermaient leurs portes.
- 27 Certes, aujourd'hui, l'association la fraternelle est toujours porteuse de valeurs – mais de quelle manière ? Certes, aujourd'hui, l'association la fraternelle est toujours inscrite dans un territoire à la fois resserré et ouvert – mais de quelle manière ? N'enfouit-on pas aujourd'hui le passé dans la masse des archives ? Ne le considère-t-on pas seulement comme quelque chose qui fut ? Et non pas comme quelque chose qui pourrait penser à être dans le futur ? Aujourd'hui, l'aspect patrimonial, fondateur et

porteur de la proposition culturelle, est réduit à un « historique » sur le site internet, c'est-à-dire une litanie de dates qui se veut cadre de l'expérience. Les activités de la section désormais appelée « Archives » se bornent au classement des archives, à leur numérisation partielle sans mise en ligne, aux visites de l'exposition permanente organisées en période de vacances scolaires ou sur demande pour les groupes, à quelques ateliers pédagogiques. La collaboration avec les chercheurs historiens de l'Université de Bourgogne, imaginée dans les années 2015, semble abandonnée. La visibilité du patrimoine est bien diminuée alors que la puissance de tir culturelle est amenuisée dans un contexte socio-économique difficile. L'appel à soutien ne peut être une économie associative durable.

- 28 L'accès à la culture est toujours un enjeu politique, l'enjeu de luttes locales. Mais soit les acteurs prennent en mains eux-mêmes, avec leurs propres moyens, le développement culturel qu'ils souhaitent. Soit ils se tournent vers les élites politiques, dans l'espoir qu'elles leur donneront les moyens d'accéder à la culture. Le politique a toujours souhaité encadrer la culture, nous l'avons assez écrit au début de ces lignes. et, bien sûr, les « politiques culturelles » initiées en France avec le ministère d'André Malraux participent de cette préoccupation. Dans un cas, on fabrique la culture qu'on désire (acteur) ; dans l'autre on reçoit la culture qu'ils veulent (consommateur). L'idée puissante des « pionniers » du renouveau fraternel des années 1980-1990 fut bien de s'appuyer sur la représentation mémorielle d'un lieu de luttes sociales constructives, y compris de luttes pour l'accès à une culture souhaitée – qu'on appelait alors éducation populaire. Et de tout faire pour conserver l'autonomie maximale, seule garante du réel partage, sur le territoire, de la culture contemporaine : au début des années 2000, les subventions ne représentaient qu'un quart du chiffre d'affaires, le cinéma fournissant une assise économique essentielle au bon fonctionnement de l'association ; d'autres secteurs s'équilibrent eux-mêmes, bon an mal an.
- 29 L'appauvrissement sémantique exprimé en introduction – Maison du peuple versus centre culturel – signe l'intégration de la proposition culturelle, du management et de la gestion à la forme et au contenu autorisés par le « développement culturel » officiel.

BIBLIOGRAPHIE

Agulhon (Maurice), *La République au village*, Paris, Seuil, 1979.

Arendt (Hannah), *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, Seuil, 2014.

Barbe (Noël) dir., *Culture et territoires. Qualifications culturelles et inscriptions territoriales*, Besançon, scéren/CRDP de Franche-Comté, 2006.

Bouchor (Maurice), *La Maison du Peuple*, Paris, Presses de l'Humanité, 1910.

Brauman (Annick), Buysens (Brigitte), « Voyage au pays des maisons du peuple », in *Architecture pour le peuple. Maisons du peuple*. Belgique. Allemagne. Autriche. France. Grande-Bretagne. Italie. Pays-Bas. Suisse, Bruxelles, Archives d'Architecture Moderne, 1984, pp. 33-61.

Burdet (Gustave), Étude historique sur la pénétration et le développement de l'industrie lapidaire sur le plateau de Septmoncel et dans la région de Saint-Claude, Morez-du-Jura, Albert Roussel, 1925.

Charle (Christophe), *Discordance des temps. Une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011.

Coll., *Mixing. Hip, hip, hip. Atelier résidence Saint-Valbert – Saint-Claude. Franche-Comté 1993*, Dôle, imp. Chazelle, 1993.

Compère-Morel (Adéodat) dir., « Une coopérative communiste : La Fraternelle de Saint-Claude », *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale Ouvrière*, Paris, Quillet, 1913, pp. 370-373.

Corbin (Alain) dir., *L'avènement des loisirs. 1850-1960*, Paris/Rome, Aubier/Laterza, 1995.

Cossart (Paula), Talpin (Julien), « Les maisons du peuple comme espaces de politisation. Étude sur la coopérative ouvrière la Paix à Roubaix (1885-1914) », *Revue française de science politique*, 2012, vol. 62, n° 4, 2012, pp. 583-610.

Dreyfus (Michel), « Charles Gide, l'École de Saint-Claude et La Fraternelle », *Revue d'Études Coopératives, Mutualistes et Associatives (RECMA)*, n° 275-276, 2000, pp. 54-59.

Dubois (Eugène), *Histoire d'Oyonnax, Bourg-en-Bresse* : impr. Courrier de l'Ain, 1902.

Farcy (Jean-Claude), « Le temps libre au village », in Corbin (Alain) (dir.), *L'avènement des loisirs*, Paris/Rome, Aubier/Laterza, 1995, pp. 230-274.

Figarol (Thomas), *Les Diamants de Saint-Claude : un district industriel à l'âge de la première mondialisation 1870-1914*, Tours, Presses Universitaires François Rabelais (coll. Perspectives historiques), 2020.

Gaumont (Jean), « L'expérience coopérative "communiste" du Jura : l'École de Saint-Claude », *L'Avenir. Revue du socialisme*, mars 1922, pp. 127-149.

Gumplowicz (Philippe), *Les travaux d'Orphée. Deux siècles de pratique musicale amateur en France (1820-2000)*. Harmonies, chorales, fanfares, Paris, Aubier, 2001.

Jeanet (Thierry), *Economie sociale. La solidarité au défi de l'efficacité*, Paris, La Documentation française, 2006.

Lalivie d'Épines (Christian), Bassand (Michel), Christie (Étienne), Gros (Dominique), *Temps libre. Culture de masse et cultures de classes aujourd'hui*, Lausanne, Marcel Favre, 1983.

Lussien-Maisonnette (Marie-Joseph), « Variations sur un thème populaire du Nord », in *Architecture pour le peuple. Maisons du peuple. Belgique. Allemagne. Autriche. France. Grande-Bretagne. Italie. Pays-Bas. Suisse*, Bruxelles, Archives d'Architecture Moderne, 1984, pp. 141-158.

Marie (Pascale), « La Bibliothèque des Amis de l'Instruction du III^e Arrondissement. Un temple, quartier du Temple », in Nora (Pierre) dir., *Les lieux de mémoire. I. La République*, Paris, Gallimard, 1984, pp. 323-351.

Mariot (Nicolas), Olivera (Philippe), « Histoire culturelle en France », in Delacroix (Christian), Dosse (François), Garcia (Pierre), Offenstadt (Nicolas) dir., *Historiographies, 1. Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, pp. 184-194.

Mélo (Alain), *Une maison pour le peuple à Saint-Claude. 1880-1940*, Saint-Claude, La fraternelle, 1995.

Mélo (Alain), *Les cafés de l'ouvrier*, Saint-Claude, La fraternelle, 2002.

- Mélo (Alain), « École de Saint-Claude », in Toucas (Patricia), Dreyfus (Michel) dir., Les coopérateurs : deux siècles de pratiques coopératives, Paris, Éd. de l'Atelier/Éd. Ouvrières, 2005, pp. 165-168.
- Mélo (Alain), « Les archives de la Maison du Peuple de Saint-Claude (Jura, France) », in de Giorgi (Alda), Heimberg (Charles), Magnin (Charles), dir., Archives, histoire, identité du mouvement ouvrier, Genève, Collège du Travail, 2006a, pp. 17-23.
- Mélo (Alain), « La Maison du peuple à Saint-Claude : une maison rurale érigée en « cathédrale des temps nouveaux », in Barbe (N), Culture et territoires. Qualifications culturelles et inscriptions territoriales, Besançon, Scéren/CRDP de Franche-Comté, 2006b, pp. 173-182.
- Mélo (Alain), « Lieux de Mémoire ? L'exemple de la Maison du peuple de Saint-Claude (Jura, France) », in Mémoire ouvrière. Ouvriers, usines en Valais : à la croisée de l'histoire, de la mémoire et de l'art, Sierre, Éditions Monographic, 2011, pp. 173-184.
- Mélo (Alain), « À la naissance de la société d'alimentation La Fraternelle (Saint-Claude, Jura, France) : quelle utopie ? », in Mélo (Alain) éd., Utopies et entreprises. Imaginaires et réalités de la coopération ouvrière en Europe du XIXe au XXe siècle, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2015, pp. 113-139.
- Olivier (Jean-Marc), Des Clous, des horloges et des lunettes. Les campagnards moréziens en industrie (1780-1914), Paris, CTHS, 2004.
- Petit (Vincent), « Religion, fanfare et politique : la musique sacrée et la sacrée musique de Charquemont », Barbizier, n° 21, 1997-1998, pp. 23-43.
- Richard (Mathieu), La Maison du Peuple de Saint-Claude : un bâtiment ouvrier multifonctionnel. 1902-1939, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université de Franche-Comté, 2004.
- Ricœur (Paul), La mémoire, l'histoire, l'oubli, Paris, Seuil, 2000.
- Rioux (Jean-Pierre), Sirinelli (Jean-François), La culture de masse en France. De la Belle Époque à aujourd'hui, Paris, Fayard, 2002.
- Scascighini (Mario), La Maison du peuple. Le temps d'un édifice de classe, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 1991.
- Wachtel (Nathan), « L'acculturation », in Le Goff (J), Nora (Pierre), Faire de l'histoire. Nouveaux problèmes, nouvelles approches, nouveaux objets, Paris, Gallimard, 1974, pp. 172-200.
- Vanschoenbeek (Guy), « Samenwerking zonder grenzen : een mogelijke "jumelage" tussen het Gentse Feestlokaal en het Volkshuis van Saint-Claude », in AMSAB-Tijdingen, n° 15, 1992, pp. 12-13.
- Vanschoenbeek (Guy), Le monde du « Vooruit » de Gand (Belgique) et les coopérateurs de Saint-Claude (France), Saint-Claude, La fraternelle, 2002.
- Weber (Eugen), La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914, Paris, Fayard/Éditions Recherches, 1983 [éd. américaine 1976].

AUTEUR

ALAIN MÉLO

historien